

du quatrième rapport quinquennal sur la peine capitale en 1990;

2. *Prend note* du fait que, au cours de la période couverte par le rapport du Secrétaire général, certains pays ont aboli la peine capitale, d'autres ont adopté une politique visant à réduire le nombre de crimes passibles de la peine de mort ou ont déclaré n'avoir imposé la peine de mort à aucun criminel, tandis que d'autres ont maintenu la peine capitale;

3. *Prie* le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance de garder constamment à l'étude la question de la peine capitale;

4. *Prie* le Secrétaire général de se servir, pour établir le quatrième rapport quinquennal, de toutes les données disponibles, y compris des recherches actuelles en matière de criminologie, et d'inviter les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à lui communiquer leurs observations sur la question.

23<sup>e</sup> séance plénière  
29 mai 1985

#### 1985/34. Application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social

##### *Le Conseil économique et social*

*Recommande* à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

*"L'Assemblée générale,*

*"Rappelant* la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social<sup>81</sup> fondée sur la Charte des Nations Unies et proclamée solennellement le 11 décembre 1969,

*"Rappelant également* ses résolutions 2543 (XXIV) et 34/59 des 11 décembre 1969 et 29 novembre 1979 concernant l'application de la Déclaration,

*"Rappelant en outre* ses résolutions 3201 (S-VI) et 3202 (S-VI) du 1<sup>er</sup> mai 1974, où figurent la Déclaration et le Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique international, 35/56 du 5 décembre 1980, en annexe à laquelle figure la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, 33/48 du 14 décembre 1978, relative au développement social dans le monde, et 34/152 et 37/54 des 17 décembre 1979 et 3 décembre 1982, relatives à la situation sociale dans le monde,

*"Convaincue* que la paix et la sécurité internationales, d'une part, et le progrès social et le développement économique, d'autre part, sont étroitement interdépendants et s'influencent mutuellement,

*"Considérant* que l'objectif ultime du développement est d'améliorer constamment la situation sociale de populations entières et de permettre leur pleine participation au processus du développement et la distribution équitable des avantages qui en découlent,

*"Réaffirmant* que le développement et le progrès dans le domaine social sont fondés sur le respect

de la dignité et de la valeur de la personne humaine et doivent assurer la promotion des droits de l'homme ainsi que la justice sociale,

*"Consciente* du fait que, quinze ans après l'adoption et la proclamation de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, ses principaux objectifs, incorporés aussi dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies sur le développement, et qui sont notamment d'éliminer le chômage, la faim, la malnutrition et la pauvreté, de supprimer l'analphabétisme, d'assurer le droit à un accès universel à la culture, de fournir une protection sanitaire à la population entière, de dispenser une éducation primaire gratuite pour tous et de promouvoir les droits de l'homme et la justice sociale, n'ont pas été encore réalisés partout dans le monde,

*"Rappelant* que les peuples des Nations Unies se sont montrés, dans la Charte des Nations Unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

*"Pleinement consciente* de l'impérieuse nécessité d'intensifier les efforts de la communauté internationale et des organes, organisations et organismes des Nations Unies qui travaillent à la réalisation des objectifs énoncés dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social ainsi que dans la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement,

*"1. Réaffirme* la validité permanente et l'importance des principes et des objectifs proclamés dans la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social;

*"2. Prie instamment* tous les Etats, ainsi que tous les organes, organisations et organismes intéressés des Nations Unies, de prendre résolument la Déclaration en considération et, dans leurs politiques, plans, programmes et mécanismes d'application, de tenir toujours plus étroitement compte, en ce qui les concerne, des principes, objectifs, moyens et méthodes énoncés dans la Déclaration;

*"3. Prie instamment* tous les gouvernements de tenir compte des dispositions de la Déclaration dans leurs relations bilatérales et multilatérales en matière de développement;

*"4. Recommande* aux organisations et aux institutions internationales qui s'occupent de développement de considérer la Déclaration comme un document international important lors de la formulation de stratégies et de programmes tendant à assurer le progrès et le développement dans le domaine social, et recommande que la Déclaration soit prise en considération lors de l'élaboration des instruments que l'Organisation des Nations Unies pourra entreprendre de rédiger concernant le progrès et le développement dans le domaine social;

*"5. Prie* le Secrétaire général d'établir un rapport détaillé sur les moyens possibles d'augmenter la contribution, en ce qui les concerne, des organes, organisations et organismes intéressés du système

<sup>81</sup> Résolution 2542 (XXIV) de l'Assemblée générale.

des Nations Unies à la pleine réalisation des principes et objectifs contenus dans la Déclaration et de présenter ce rapport, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, à l'Assemblée générale lors de sa quarante-deuxième session;

“6. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer d'informer l'Assemblée générale, sous une forme succincte, dans des annexes aux rapports sur la situation sociale dans le monde, des mesures adoptées par les gouvernements — qui ne sont pas déjà mentionnées dans d'autres rapports de caractère périodique — et par les organisations internationales intéressées, en vue de traduire dans la réalité les dispositions de la Déclaration et d'appliquer la présente résolution.”

23<sup>e</sup> séance plénière  
29 mai 1985

#### 1985/35. Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées

*Le Conseil économique et social,*

*Prenant en considération* la résolution 37/52 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982, par laquelle l'Assemblée a adopté le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées<sup>82</sup>, ainsi que la résolution 37/53 de l'Assemblée générale, en date du 3 décembre 1982, relative à l'application du Programme d'action mondial, et dans laquelle l'Assemblée a proclamé la période 1983-1992 Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées,

*Prenant également en considération* la résolution 1983/19 du Conseil, en date du 26 mai 1983, dans laquelle le Conseil a notamment prié le Secrétaire général de suivre et d'appuyer l'application du Programme d'action mondial en mobilisant des ressources extra-budgétaires,

*Prenant en outre en considération* la résolution 39/26 de l'Assemblée générale, en date du 23 novembre 1984, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé la nécessité d'une application effective du Programme d'action mondial,

*Prenant acte avec satisfaction* des rapports du Secrétaire général sur les enseignements à tirer au niveau national de l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées et sur les activités menées à cet égard par l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations internationales<sup>83</sup>, ainsi que sur l'application du Programme d'action mondial<sup>84</sup>,

*Préoccupé* de la nécessité de conserver l'élan engendré par l'Année internationale des personnes handicapées ainsi que d'observer la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées et de l'utiliser, en particulier, comme calendrier pour l'application du Programme d'action mondial,

*Notant* que le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires du Département des affai-

res économiques et sociales internationales du Secrétariat des Nations Unies a été désigné, au paragraphe 156 du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, comme l'organisme central des Nations Unies chargé de coordonner et de suivre l'application dudit Programme et, en particulier, de l'examiner et de l'évaluer,

*Rappelant* qu'il est stipulé, au paragraphe 195 du Programme d'action mondial, que les organismes des Nations Unies devraient procéder périodiquement à une évaluation critique des progrès réalisés dans l'application du Programme d'action mondial et choisir, à cet effet, des indicateurs appropriés en consultant les Etats Membres, et que la Commission du développement social devrait jouer un rôle important en la matière,

1. *Fait appel* aux Etats Membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils contribuent à mieux faire savoir que la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées constitue un calendrier pour l'application du Programme d'action mondial et qu'ils continuent à prendre des mesures pour atteindre les objectifs du Programme d'action mondial;

2. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour veiller à ce que les ressources soient utilisées au mieux afin de donner la publicité voulue aux objectifs de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, proclamée par l'Assemblée générale à titre de plan d'action à long terme pour l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à appuyer, suivre et évaluer l'application du Programme d'action mondial, y compris ses révisions périodiques, à titre d'activités majeures du programme concernant les personnes handicapées du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, et de continuer à organiser périodiquement, au moins une fois par an, des réunions interinstitutions dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, aux fins de coopération et d'harmonisation des activités menées par le système des Nations Unies dans ce domaine;

4. *Prie également* le Secrétaire général de faire appel aux ressources du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale des personnes handicapées et d'utiliser ces ressources afin de répondre aux demandes croissantes d'assistance, de services consultatifs et de programmes de coopération technique présentées par des pays en développement et des organisations de personnes handicapées, en vue de l'application du Programme d'action mondial;

5. *Prie également* le Secrétaire général, afin d'inciter les gouvernements à verser des contributions, d'inclure annuellement le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Année internationale des personnes handicapées parmi les programmes pour lesquels des fonds sont annoncés à la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement;

6. *Prie en outre* le Secrétaire général de continuer à tenir la Commission du développement social au

<sup>82</sup> A/37/351/Add.1 et Add.1/Corr.1, annexe, sect. VIII, recommandation 1 (IV).

<sup>83</sup> E/1985/4.

<sup>84</sup> A/39/191 et Corr.1.